

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3920

[2003/201261]

**26 AOUT 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, des Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 6 novembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.649/4 donné le 8 avril 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux parcs à conteneurs visés par la rubrique 37.20.05.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

- Office : le fonctionnaire dirigeant l'Office wallon des déchets ou son délégué;

- déchets ménagers spéciaux :

a) les substances, produits ou préparations qui ne sont plus utilisés et qui sont rangés parmi les déchets dangereux en application des définitions données à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets et modifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002;

b) les pesticides et produits phytopharmaceutiques quelconques;

c) les emballages contenant ou ayant contenu les substances, produits ou préparations susvisés qui ne sont plus utilisés;

d) les déchets dont l'abandon ou l'élimination dans des centres d'enfouissement technique présente des risques pour la santé de l'homme et de pollution de l'environnement;

e) les déchets ménagers pour lesquels des méthodes de gestion particulières sont déterminées par le Gouvernement wallon en concertation avec les intercommunales chargées de la gestion des déchets;

- établissement existant : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Le parc à conteneurs est protégé sur tout son périmètre par une enceinte grillagée d'au moins deux mètres de haut en vue d'empêcher efficacement l'accès tant pour les personnes que pour les véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, ne peuvent être utilisés que pour autant qu'ils assurent un degré de protection au moins équivalent à celui dudit grillage.

Art. 4. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles sont prescrites par les conditions particulières.

Art. 5. L'entrée et la sortie de l'établissement sont conçues et réalisées de manière à permettre un contrôle efficace des arrivages et des déversements et à éviter les encombrements de circulation.

Elles ne peuvent se faire que par des accès pourvus, chacun, d'une porte ou d'une barrière solide.

En dehors des heures d'ouverture ou en l'absence du préposé à la surveillance, ces portes ou barrières sont fermées et solidement cadenassées.

Art. 6. Tous les conteneurs et récipients ainsi que les dépôts de déchets en relation avec l'activité du parc à conteneurs sont obligatoirement établis à l'intérieur du parc.

Art. 7. Les conteneurs sont établis sur une aire bétonnée ou asphaltée. Leur stabilité est assurée en toutes circonstances.

Art. 8. Les conteneurs nécessitant l'utilisation de simples échelles sont interdits.

L'utilisation de passerelles ou d'escaliers mobiles, munis de garde-corps, est autorisée.

Art. 9. Les moyens matériels de protection sont constamment maintenus en bon état.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 10. § 1^{er}. Les conditions particulières précisent la liste complète des déchets admis dans le parc à conteneurs.

§ 2. Les bâches agricoles sont admises dans l'enceinte du parc à conteneurs selon les modalités fixées par l'exploitant conformément à la législation existante.

§ 3. Les déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages et des détaillants, soumis à l'obligation de reprise en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont acceptés dans l'enceinte du parc à conteneurs conformément aux modalités déterminées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et la convention environnementale relative à la gestion de ces déchets.

§ 4. Les déchets en asbeste-ciment peuvent être admis si le parc à conteneurs est équipé des installations mentionnées à l'article 39.

§ 5. Les pneus usés peuvent être admis dans l'enceinte du parc à conteneurs conformément aux modalités déterminées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

Art. 11. Sont interdits les arrivages et l'entreposage, dans l'établissement, notamment :

de déchets dangereux, au sens de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, résultant d'activités professionnelles quelconques, à l'exception :

- des déchets d'équipements électriques et électroniques;
- de cadavres d'animaux;
- d'ordures ménagères brutes;
- de boues, vases et déchets provenant de l'entretien des réseaux d'égout et des avaloirs;
- de médicaments périmés ou déclassés.

Art. 12. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de prévenir la prolifération d'animaux tels que rongeurs, insectes, oiseaux. Les conditions particulières peuvent imposer l'extermination de ces animaux.

Art. 13. La destruction de déchets par combustion est interdite.

Art. 14. Tous les déchets admissibles dans l'enceinte du parc à conteneurs, conformément à la liste énoncée dans les conditions particulières, sont acceptés par l'exploitant.

Art. 15. Toutes les précautions nécessaires sont prises en vue de s'assurer que les déchets déposés et entreposés dans l'enceinte du parc à conteneurs sont, par leur nature et leur origine, conformes aux impositions qui précèdent. Les opérations d'acceptation des déchets sont autorisées sous la surveillance d'un préposé.

Art. 16. A l'entrée de l'établissement, est apposé un panneau portant de façon bien lisible les mentions suivantes complémentaires à celles définies dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- les jours et les plages horaires durant lesquels le parc à conteneurs est accessible au public;
- le cas échéant la liste des déchets acceptés.

Dans le cas où le parc à conteneurs est équipé d'un conteneur réservé aux déchets d'asbeste-ciment, un panneau est apposé devant celui-ci. Ce panneau fixe la procédure et le conditionnement pour le dépôt d'asbeste-ciment.

Section 2. — Déchets non dangereux ou inertes

Art. 17. Les déchets évacués de l'établissement sont obligatoirement identifiés par les libellés visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Art. 18. Les déchets sont directement déversés ou déposés dans les récipients, dispositifs ou conteneurs distincts, appropriés à leur nature et maintenus en bon état.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les pneus peuvent être rangés proprement, à même le sol.

Art. 19. L'exploitant met en place un système de signalisation adapté aux circonstances, indiquant, de façon claire, lisible et précise, la nature des déchets acceptés dans chaque conteneur, dispositif et autre récipient utilisés pour stocker les déchets.

Art. 20. Les conteneurs destinés à recueillir les huiles usées végétales sont séparés géographiquement des conteneurs réservés aux huiles usées minérales. Le remplissage de ces deux types de conteneurs est réalisé exclusivement par le préposé à la surveillance.

Art. 21. Sans préjudice à l'article 40, les conteneurs et récipients remplis sont évacués de l'établissement dans les meilleurs délais.

Art. 22. Le nombre de pneus usés pouvant être déposés par un particulier dans un parc à conteneur est déterminé par l'exploitant conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

Section 3. — Déchets spéciaux ménagers

Art. 23. Les déchets ménagers spéciaux sont entreposés dans un local spécial, exclusivement réservé à cet usage et intégralement construit en matériaux incombustibles, et séparé des locaux attenants par des murs ou cloisons pleins ne comportant aucune ouverture ou par des portes répondant aux normes anti-feu.

Ce local est pourvu d'une porte solide et incombustible, maintenue fermée à clef en dehors des jours et des heures où le parc à conteneurs est accessible au public.

Le stockage des emballages vides en sac fermé est autorisé à l'extérieur du local.

Art. 24. Une réserve de produits absorbants est constamment disponible dans ce local afin de pouvoir remédier immédiatement à tout épanchement accidentel de déchets liquides.

Art. 25. Une affiche apposée dans le local et un répertoire de fiches techniques précisant les consignes à suivre dans le travail en matière de sécurité sont tenus en permanence à la disposition du personnel chargé de la surveillance ainsi que toutes les instructions, consignées par écrit, nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, la propreté du local ainsi que la protection de l'homme et de l'environnement.

Art. 26. Les dépôts de déchets assimilés à des substances ou des préparations inflammables, ou contenant de telles substances, sont limités à :

- 50 litres lorsque leur point d'éclair est inférieur à 21 °C;
- 500 litres lorsque leur point d'éclair est situé entre 21 °C et 50 °C.

Art. 27. Les déchets sont emmagasinés dans des récipients solides, construits en matériaux présentant une résistance chimique suffisante et adaptée à leur éventuelle agressivité.

Ces récipients sont constamment maintenus en bon état.

Art. 28. Il est interdit d'entreposer dans un même récipient des déchets possédant des caractéristiques physico-chimiques incompatibles, telles que leur mise en contact, en cas d'épanchement accidentel, par exemple, est de nature à provoquer des émanations susceptibles :

- d'accroître les risques d'incendie ou d'explosion;
- de porter préjudice à l'environnement ou à la santé et à la sécurité des personnes.

Art. 29. Les déchets sont stockés par catégories, conformément aux instructions fournies par les collecteurs ou les éliminateurs auxquels ils sont confiés et que l'exploitant est tenu de consulter, au préalable.

Art. 30. Les déchets sont déposés devant l'entrée du local par les usagers du parc à conteneurs. L'accès à ce local leur est interdit.

Le préposé à la surveillance se conforme strictement aux consignes suivantes :

- le conditionnement des déchets dangereux par transvasement est interdit;
- si la nature et/ou la composition chimique d'un déchet est inconnue, il est tenu de se renseigner auprès de l'usager afin d'obtenir toutes les informations permettant l'identification du déchet.

Le préposé fait figurer toutes les indications obtenues ainsi que les pictogrammes de sécurité adéquats sur le récipient dans lequel est emmagasiné le déchet visé.

Le détournement des déchets ménagers dangereux quelconques à des fins personnelles est interdit.

Art. 31. Dans le local réservé aux déchets ménagers spéciaux, un conteneur est exclusivement destiné à recevoir les déchets dont la nature et/ou la composition chimique est inconnue. Les huiles ou les graisses végétales ou minérales dont l'origine est inconnue, ou ne peut être garantie par le particulier qui les dépose dans le parc à conteneurs, sont également déposées dans le conteneur susvisé.

Art. 32. Les déchets ménagers spéciaux sont cédés :

- soit, à un collecteur agréé conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution;
- soit, à une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets dangereux dûment autorisée.

Le transport des déchets dangereux est confié à un transporteur agréé conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 33. La capacité totale des réservoirs fixes ou des récipients mobiles destinés à recevoir les huiles moteurs usées est fixée par les conditions particulières. Le volume total des conteneurs et autres récipients, destinés à recevoir les déchets, ne peut, en aucun cas, excéder les valeurs fixées par les conditions particulières.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 34. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 35. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

Art. 36. Les dépôts de déchets sont stockés dans le local spécial visé à l'article 23 afin de prévenir tout risque d'incendie et/ou d'explosion.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 37. Les conditions de déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux de surface sont fixées par les conditions particulières. Le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VI. — *Air**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 38. Les conteneurs de déchets inertes sont protégés des vents en mettant en place des écrans ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. L'exploitant met en place le matériel nécessaire à l'humidification du stockage ou à la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Art. 39. Si le parc à conteneurs accepte les déchets d'asbeste-ciment, un conteneur est exclusivement réservé à ceux-ci. Il est tenu éloigné des autres conteneurs ou isolé. L'exploitant met en place le matériel nécessaire à l'humidification du stockage ou à la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec. Le conteneur d'asbeste-ciment est évacué dans les quarante-huit heures de son remplissage.

Section 2. — Lutte contre les odeurs

Art. 40. Du mois de mai au mois de septembre, les conteneurs de déchets verts sont évacués avant la fermeture hebdomadaire du parc si des habitations se trouvent à moins de cinquante mètres de l'exploitation.

L'autorité compétente peut imposer l'évacuation des conteneurs de déchets.

Art. 41. En cas de nécessité, des pulvérisations avec des solutions masquantes et/ou désodorisantes sont prévues pour lutter efficacement contre les odeurs provenant de la fermentation des déchets verts.

CHAPITRE VII. — *Bruit*

Art. 42. Les mesures nécessaires sont prises pour que les vibrations engendrées par les activités de l'établissement ne puissent nuire à la stabilité des constructions.

CHAPITRE VIII. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 43. En fin d'exploitation, les déchets sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Art. 44. Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées, le cas échéant décontaminées et enlevées.

CHAPITRE IX. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Exploitation*

Art. 45. L'accès aux usagers dans l'enceinte de l'établissement ne peut être autorisé que sous la surveillance d'un préposé, expressément mandaté par l'exploitant et placé sous sa responsabilité exclusive. L'exploitant est tenu de s'assurer du respect du règlement qu'il impose à des tiers pour autant que ce règlement ne soit pas en contradiction avec les conditions d'exploiter.

Art. 46. L'établissement dispose, en toute circonstance, de minimum un agent chargé d'assurer efficacement la surveillance des arrivages et des déversements, conformément aux présentes conditions.

Un exemplaire de ces conditions est tenu en permanence à la disposition de ce personnel ainsi que toutes les instructions consignées par écrit et nécessaires en vue d'assurer en permanence le bon fonctionnement et la propreté de l'établissement.

Art. 47. L'exploitant dispense une formation à tout le personnel employé sur le parc à conteneurs. Cette formation porte notamment sur l'enseignement :

- des dispositions applicables en matière de permis d'environnement et de gestion des déchets;
- des techniques de reconnaissance et de gestion des déchets;
- des dispositions en matière de sécurité interne et externe;
- des problèmes environnementaux liés à l'exploitation d'un parc à conteneurs.

Les agents engagés dans un contrat à durée indéterminée doivent bénéficier d'une formation dans un délai maximum de un an après leur engagement.

L'exploitant tient à la disposition de l'Office le programme détaillé de la formation ainsi que la liste des enseignants et du personnel qui la suit. Ce répertoire est conservé au siège d'exploitation.

Art. 48. Tous les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de leur évacuation et/ou de leur gestion mentionnent explicitement les installations où ils seront prétraités, valorisés ou éliminés.

Art. 49. Ces mentions comportent obligatoirement :

- les coordonnées de ces installations;
- toutes les informations utiles attestant que leur exploitation est couverte par les autorisations requises et qu'elle est régulièrement autorisée à accueillir les déchets visés.

Section 2. — Registre

Art. 50. Sans préjudice des dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution, applicables à certaines catégories de déchets, l'exploitant tient obligatoirement un registre des enlèvements sous forme d'un livre à pages numérotées en continu ou toute autre méthode approuvée par l'Office.

Art. 51. Dans ce registre, l'exploitant est tenu de consigner :

- la date à laquelle est opéré chaque enlèvement des déchets, en ce compris les déchets valorisables;
- le libellé du déchet visé dans les conditions particulières;
- les coordonnées de la firme de transport ou du collecteur qui a effectué l'enlèvement;
- la quantité, exprimée en poids ou en volume, de déchets correspondant à la même opération;
- la destination de ces déchets : coordonnées du centre d'enfouissement technique, de l'installation de regroupement, de l'installation de valorisation ou d'élimination.

Art. 52. Les documents tels que bordereaux de déversement dans un centre d'enfouissement technique, certificats d'élimination sont annexés à ce registre ou conservés au siège administratif. Ils permettent de s'assurer que les dispositions en la matière sont strictement observées.

Art. 53. L'exploitant tient son registre, lesdites annexes ainsi que les contrats mentionnés à l'article 48 à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, sur simple demande, pendant cinq ans.

Art. 54. L'exploitant est tenu d'adresser à l'Office un rapport trimestriel dans lequel sont consignées les quantités totales enlevées, exprimées en poids, relatives à chaque libellé, en ce compris les déchets destinés à la valorisation.

Ce rapport mentionne, en particulier, la date à laquelle a été arrêté le bilan trimestriel des enlèvements.

CHAPITRE X. — Dispositions transitoires et finales

Art. 55. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa premier, le présent arrêté s'applique aux établissements existants à partir du 1^{er} janvier 2004.

Art. 56. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 août 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3920

[2003/201261]

26. AUGUST 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Annahme von Haushaltsabfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des am 6. November 2002 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 8. April 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.649/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Containerparks im Sinne der Rubrik 37.20.05.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter:

— Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Stellvertreter;

— Sonderabfälle aus Haushalten:

a) die Substanzen, Stoffe oder Zubereitungen, die nicht mehr verwendet werden und die in Anwendung der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführten Begriffsbestimmungen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002 abgeändert worden sind, als gefährliche Abfälle eingestuft werden;

b) alle Pestizide und Pflanzenschutzmittel;

c) die Verpackungen, die die vorerwähnten Substanzen, Stoffe oder Zubereitungen, die nicht mehr verwendet werden, beinhaltet haben;

d) die Abfälle, deren Abgabe oder Entsorgung in den technischen Vergrabungszentren eine Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellt und zu einer Umweltverschmutzung führen kann;

e) die Haushaltsabfälle, für die von der Wallonischen Regierung in Absprache mit den mit der Abfallbewirtschaftung beauftragten Interkommunalen besondere Bewirtschaftungsmethoden festgelegt worden sind;

— bestehender Betrieb: Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II. — Standort und Bau

Art. 3 - Der Containerpark ist rundherum durch eine wenigstens zwei Meter hohe Maschendrahtumzäunung umgeben, um wirksam zu verhindern, dass außerhalb der Öffnungszeiten Personen oder Fahrzeuge auf das Gelände gelangen können.

Andere solide und dauerhafte materielle Lösungen können nur dann zum Einsatz kommen, wenn sie einen Schutzgrad aufweisen, der wenigstens dem der vorerwähnten Umzäunung entspricht.

Art. 4 - Vorkehrungen, um die visuelle Belästigung in Grenzen zu halten, werden in den Sonderbedingungen vorgeschrieben.

Art. 5 - Der Eingang und der Ausgang des Betriebs werden so gestaltet und gebaut, dass eine wirksame Kontrolle der eintreffenden und abgeladenen Abfälle möglich ist und Verkehrsprobleme vermieden werden.

Der Eingang und der Ausgang darf nur über Zugänge erfolgen, die jeweils über ein Tor oder eine solide Schranke verfügen.

Außerhalb der Öffnungszeiten oder bei Abwesenheit der für die Aufsicht verantwortlichen Person müssen diese Tore oder Schranken geschlossen und mit einem Vorhängeschloss versehen werden.

Art. 6 - Alle Container und Behälter sowie die Lager von Abfällen in Verbindung mit der Betriebstätigkeit des Containerparks müssen auf dem Gelände des Parks angelegt werden.

Art. 7 - Die Container werden auf einer betonierten oder asphaltierten Fläche aufgestellt. Ihre Stabilität ist unter allen Umständen gesichert.

Art. 8 - Container, die nur über einfache Leitern zugänglich sind, sind untersagt. Laufbrücken oder Fahrtreppen, die über ein Schutzgeländer verfügen, sind zulässig.

Art. 9 - Die Schutzausrüstung ist ständig in gutem Zustand zu halten.

KAPITEL III. — Betrieb

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. 10 - § 1. Die vollständige Liste der in dem Containerpark zugelassenen Abfälle wird in den Sonderbedingungen angeführt.

§ 2. Die in der Landwirtschaft verwendeten Planen werden auf dem Gelände des Containerparks nach Modalitäten, die der Betreiber gemäß der bestehenden Gesetzgebung bestimmt, zugelassen.

§ 3. Die Abfälle elektrischer oder elektronischer Geräte aus den Haushalten und dem Einzelhandel, die laut Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen, werden auf dem Gelände des Containerparks zugelassen, nach den Modalitäten, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung und in der Umweltvereinbarung über die Bewirtschaftung dieser Abfälle festgelegt worden sind.

§ 4. Die Abfälle aus Asbestzement können zugelassen werden, wenn der Containerpark über die in Artikel 39 angeführten Anlagen verfügt.

§ 5. Die Altreifen können unter Einhaltung der ggf. in den ergänzenden Bedingungen festgelegten Einschränkungen in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung zugelassen werden.

Art. 11 - Die Anlieferung und Lagerung der folgenden Abfälle im Containerpark ist untersagt:

— Gefährliche Abfälle im Sinne von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, die bei beliebigen beruflichen Tätigkeiten entstehen, mit Ausnahme der Abfälle elektrischer oder elektronischer Geräte;

— Tierkadaver;

— Unbehandelte Haushaltsabfälle;

— Schlamm, Schlick und Abfälle aus der Instandhaltung der Kanalisationen und der Abläufe;

— Verfallene oder aus dem Verkehr gezogene Medikamente.

Art. 12 - Der Betreiber trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, um der Verbreitung von Tieren wie Nagetieren, Insekten und Vögeln vorzubeugen. In den Sonderbedingungen kann die Vernichtung dieser Tiere verlangt werden.

Art. 13 - Die Vernichtung der Abfälle durch Verbrennung ist untersagt.

Art. 14 - Alle gemäß der in den Sonderbedingungen angeführten Liste auf dem Gelände des Containerparks zugelassenen Abfälle werden von dem Betreiber angenommen.

Art. 15 - Alle erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen sind zu treffen, um zu gewährleisten, dass die auf dem Gelände des Containerparks angelieferten und gelagerten Abfälle durch ihre Art und Herkunft die vorangeführten Auflagen erfüllen. Die Annahme der Abfälle wird unter der Aufsicht eines Verantwortlichen erlaubt.

Art. 16 - Am Eingang zu dem Betriebsgelände wird ein Schild angebracht, auf dem zusätzlich zu den in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe festgelegten Angaben folgendes vermerkt wird:

- die Tage und die Zeitspannen, an denen der Containerpark der Öffentlichkeit zugänglich ist.
- ggf. die Liste der zugelassenen Abfälle.

Falls der Containerpark über einen Container verfügt, der Abfällen aus Asbestzement vorbehalten ist, so wird vor diesem Container ein Schild angebracht, auf dem das Verfahren und das Konditionieren für die Anlieferung von Asbestzement bestimmt wird.

Abschnitt 2. — Ungefährliche oder inerte Abfälle

Art. 17 - Die aus dem Betrieb entfernten Abfälle müssen unbedingt durch die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs Bezeichnungen identifiziert werden.

Art. 18 - Die Abfälle werden direkt in getrennte, an ihre Art angepasste und in gutem Zustand gehaltene Behälter, Vorrichtungen oder Container geschüttet oder gelegt.

In Abweichung von dem vorangehenden Absatz können Reifen ordentlich direkt auf dem Boden gelagert werden.

Art. 19 - Der Betreiber bringt eine den Umständen angepasste Beschilderung an, wobei klar, gut lesbar und genau angegeben wird, welche Abfälle in jedem der Container, Vorrichtungen oder sonstigen Behälter, die zur Lagerung der Abfälle verwendet werden, zugelassen werden.

Art. 20 - Die Container, die zur Lagerung von gebrauchtem Pflanzenöl dienen, werden örtlich von den Containern getrennt, die zur Lagerung von gebrauchtem Mineralöl dienen.

Das Befüllen dieser Art von Containern wird ausschließlich von der Aufsichtsperson durchgeführt.

Art. 21 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 40 werden die vollen Container und Behälter so schnell wie möglich aus dem Betrieb entfernt.

Art. 22 - Die Anzahl der Altreifen, die von einer Privatperson in einem Containerpark angeliefert werden dürfen, wird durch den Betreiber auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung bestimmt.

Abschnitt 3. — Sonderabfälle aus Haushalten

Art. 23 - Die Sonderabfälle aus Haushalten werden in einem besonderen Raum gelagert, der ausschließlich für diesen Zweck vorbehalten ist und der vollständig aus nicht brennbaren Stoffen gebaut worden ist. Er ist von angrenzenden Räumen durch Mauern oder volle Trennwände, die keine Öffnung aufweisen, oder durch Türen, die den Brandschutznormen entsprechen, getrennt.

Dieser Raum verfügt über eine solide und feuerfeste Tür, die außerhalb der Tage und Uhrzeiten, an denen der Containerpark der Öffentlichkeit zugänglich ist, abgeschlossen ist.

Die Lagerung leerer Verpackungen in einem verschlossenen Sack außerhalb dieses Raumes ist erlaubt.

Art. 24 - Ein Vorrat an absorbierenden Produkten ist in diesem Raum stets verfügbar, damit bei einem unbeabsichtigten Auslaufen von flüssigen Abfällen sofort eingegriffen werden kann.

Art. 25 - Ein in dem Raum angebrachtes Plakat und ein Verzeichnis der technischen Datenblätter, welche Sicherheitsmaßnahmen bei der Arbeit zu treffen sind, werden ständig zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Personals gehalten, ebenso wie alle Anleitungen, die schriftlich festgehalten wurden und die notwendig sind, um unter allen Umständen die Sauberkeit des Raumes sowie den Schutz des Menschen und der Umwelt zu gewährleisten.

Art. 26 - Die Lagerung von Abfällen, die brennbaren Substanzen oder Zubereitungen gleichgestellt werden, oder die derartige Substanzen enthalten, sind begrenzt auf:

- 50 Liter wenn ihr Flammpunkt unter 21°C liegt;
- 500 Liter wenn ihr Flammpunkt zwischen 21°C und 50°C liegt.

Art. 27 - Die Abfälle werden in festen Behältern gelagert, die aus Stoffen hergestellt wurden, die eine ausreichende chemische Standhaftigkeit aufweisen und der möglichen Aggressivität dieser Abfälle angepasst sind.

Diese Behälter sind stets in gutem Zustand zu halten.

Art. 28 - Es ist untersagt, in ein und demselben Behälter Abfälle zu lagern, die physikalische oder chemische Eigenschaften besitzen, die nicht vereinbar sind, was dazu führen könnten, sollten diese Abfälle wie zum Beispiel bei einem unbeabsichtigten Auslaufen miteinander in Kontakt gelangen, dass Ausdünstungen entstehen, durch die:

- eine erhöhte Brand- oder Explosionsgefahr entsteht;
- die Umwelt oder die Gesundheit und die Sicherheit der Personen gefährdet wird.

Art. 29 - Die Abfälle werden nach Kategorien gelagert, gemäß den Anweisungen der Sammler und Entsorger, denen sie anvertraut worden sind und die der Betreiber vorab zu Rate ziehen muss.

Art. 30 - Die Abfälle werden von den Benutzern des Containerparks vor dem Eingang des Raumes abgestellt. Der Zutritt zu diesem Raum ist ihnen verboten.

Die mit der Überwachung beauftragte Person hält sich strengstens an folgende Anweisungen:

- Die Konditionierung der gefährlichen Abfälle durch Umfüllen ist verboten;
- Ist die Art und/oder die chemische Zusammensetzung eines Abfalls unbekannt, ist die mit der Überwachung beauftragte Person verpflichtet, sich bei dem Benutzer zu informieren, um alle Informationen zu erhalten, die eine Identifizierung des Abfalls ermöglichen.

Der Überwachungsbeauftragte lässt alle übermittelten Informationen sowie die angemessenen Sicherheitspiktogramme auf dem Behälter anbringen, der die betreffenden Abfälle beinhaltet.

Die Unterschlagung von irgendwelchen gefährlichen Haushaltsabfällen zu persönlichen Zwecken ist verboten.

Art. 31 - In dem Raum, der Sonderabfällen aus Haushalten vorbehalten ist, befindet sich ein Container, der jenen Abfällen vorbehalten ist, deren Art und/oder chemische Zusammensetzung unbekannt ist. Die pflanzlichen oder mineralischen Öle oder Fette, deren Herkunft entweder unbekannt ist oder durch die Privatperson, die sie in den Containerpark bringt, nicht garantiert werden kann, werden ebenfalls dem vorerwähnten Container zugeführt.

Art. 32 - Die Sonderabfälle aus Haushalten werden:

- entweder einem Sammler anvertraut, der gemäß den Bestimmungen von Artikel 10 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Durchführungserlasse zugelassen ist;
- oder einer ordnungsgemäß zugelassenen Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Entsorgung oder Aufwertung der gefährlichen Abfälle anvertraut.

Der Transport der gefährlichen Abfälle wird einem Transportunternehmer anvertraut, der gemäß den Bestimmungen von Artikel 10 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Durchführungserlasse zugelassen ist.

Art. 33 - Das gesamte Fassungsvermögen der ortsfesten oder der beweglichen Behälter, die der Aufnahme von Motorenölen dienen, wird in den Sonderbedingungen festgelegt. Das Gesamtvolumen der Container und der sonstigen Behälter, denen Abfälle zugeführt werden, darf in keinem Fall die in den Sonderbedingungen festgelegten Werte übersteigen.

KAPITEL IV. — Unfall- und Brandverhütung

Art. 34 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 35 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

Art. 36 - Die Abfälle werden in dem in Artikel 23 beschriebenen dafür vorgesehenen Raum gelagert, um einer Brand- oder Explosionsgefahr vorzubeugen.

KAPITEL V. — Wasser

Abschnitt 1. — Anwendungsbereich

Art. 37 - Die Bedingungen für das Ableiten von Industrieabwässern in das Oberflächenwasser werden in den Sonderbedingungen festgelegt. Das Ableiten von Industrieabwässern in das Grundwasser ist untersagt.

KAPITEL VI. — Luft

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. 38 - Die Container für inerte Abfälle werden durch das Aufstellen von Schutzwänden vor dem Wind geschützt oder stabilisiert, um die Emissionen und die Staubentwicklung zu verhindern. Der Betreiber bringt das Material an, das notwendig ist, um den Lagerplatz zu befeuchten oder mit Zusatzmitteln zu besprühen, um die Staubentwicklung bei trockenem Wetter einzuschränken.

Art. 39 - Werden in dem Containerpark Abfälle aus Asbestzement angenommen, wird ein Container ausschließlich diesen Abfällen vorbehalten. Er wird in bestimmter Entfernung zu den anderen Containern oder von diesen getrennt aufgestellt.

Der Betreiber bringt das Material an, das notwendig ist, um den Lagerplatz zu befeuchten oder mit Zusatzmitteln zu besprühen, um die Staubentwicklung bei trockenem Wetter einzuschränken.

Der Container mit dem Asbestzement wird innerhalb von 48 Stunden nach dem Befüllen entfernt.

Abschnitt 2. — Bekämpfung der Gerüche

Art. 40 - Von Mai bis September werden die Container mit Grünabfällen vor der wöchentlichen Schließung des Parks entfernt, wenn sich in einer Entfernung von weniger als 50 Metern zu dem Betrieb Wohnungen befinden.

Die zuständige Behörde kann die Entfernung der Abfallcontainer verlangen.

Art. 41 - Falls notwendig wird ein Besprühen mit Lösungen, die die Gerüche am besten maskieren und/oder neutralisieren vorgesehen, um die durch die Gärung der Grünabfälle entstehenden Gerüche wirksam zu bekämpfen.

KAPITEL VII. — Lärm

Art. 42 - Es werden die Maßnahmen getroffen, damit die Schwingungen, die auf die Betriebstätigkeiten zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können.

KAPITEL VIII. — Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs

Art. 43 - Bei Beendigung der Betriebstätigkeit werden die Abfälle in ordnungsgemäß zugelassene Einrichtungen gebracht.

Art. 44 - Die Behälter, die Produkte enthalten haben, die die Gewässer verschmutzen könnten, müssen entleert, gereinigt, entgast und ggf. dekontaminiert werden.

KAPITEL VII. — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung**Abschnitt 1. — Betrieb*

Art. 45 - Die Benutzer dürfen das Gelände des Containerparks nur unter der Aufsicht einer Person betreten, der der Betreiber ausdrücklich diese Aufgabe anvertraut hat und die ausschließlich ihm gegenüber verantwortlich ist. Der Betreiber ist verpflichtet, sicherzustellen, dass die Hausordnung, die er Drittpersonen auferlegt, beachtet wird, unter der Bedingung, dass diese Ordnung nicht im Widerspruch zu den Betriebsbedingungen steht.

Art. 46 - Der Betrieb verfügt jederzeit über mindestens einen Bediensteten, der damit beauftragt ist, die Anlieferung und das Abladen der Abfälle gemäß den vorliegenden Bedingungen zu überwachen.

Ein Exemplar dieser Bedingungen wird ständig zur Verfügung des Personals gehalten, ebenso wie alle schriftlich festgehaltenen notwendigen Anweisungen, um jederzeit einen reibungslosen Arbeitsablauf und die Sauberkeit auf dem Betriebsgelände zu gewährleisten.

Art. 47 - Der Betreiber erteilt allen auf dem Containerpark beschäftigten Personalmitgliedern eine Ausbildung. Diese Ausbildung betrifft unter anderem:

- Auf dem Gebiet der Umweltgenehmigung und der Bewirtschaftung der Abfälle anwendbare Bestimmungen;
- Techniken zur Erkennung und Bewirtschaftung der Abfälle;
- Vorkehrungen auf dem Gebiet der internen und externen Sicherheit;
- Umweltspezifische Probleme im Zusammenhang mit dem Betrieb eines Containerparks;

Den im Rahmen eines unbefristeten Vertragsverhältnisses eingestellten Bediensteten muss spätestens ein Jahr nach ihrer Einstellung eine Ausbildung erteilt werden.

Der Betreiber hält dem Amt das ausführliche Programm der Ausbildung sowie die Liste der Lehrkräfte und der Personalmitglieder, die an dieser Ausbildung teilnehmen, zur Verfügung.

Diese Liste wird im Gesellschaftssitz aufbewahrt.

Art. 48 - In allen zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Anstalten, die mit der Entsorgung und/oder der Bewirtschaftung der Abfälle beauftragt sind, abgeschlossenen Verträgen oder Abkommen werden ausdrücklich die Anlagen angeführt, in denen sie vorbehandelt, aufgewertet oder entsorgt werden.

Art. 49 - Diese Angaben umfassen zwangsweise:

- die Daten dieser Einrichtungen;
- alle zweckdienlichen Informationen, die bescheinigen, dass ihr Betrieb über die verlangten Genehmigungen verfügt und ordnungsgemäß befugt ist, die betreffenden Abfälle aufzunehmen.

Abschnitt 2. — Register

Art. 50 - Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Durchführungserlasse, die auf bestimmte Abfallkategorien anwendbar sind, ist der Betreiber verpflichtet, ein Register über den Abtransport der Abfälle zu führen, entweder in Form eines Buches, dessen Seiten durchgehend nummeriert sind, oder anhand jeder sonstigen von dem Amt genehmigten Methode.

Art. 51 - In diesem Register hat er Betreiber folgendes zu vermerken:

- das Datum jedes Abtransports der Abfälle, einschließlich des Abtransports der aufwertbaren Abfälle;
- die in den Sonderbedingungen angeführte Bezeichnung des Abfalls;
- die Daten des Transportunternehmens oder des Sammlers, der den Abtransport durchgeführt hat;
- die Menge, in Gewicht oder Volumen, der Abfälle ein und desselben Abtransports;
- die Bestimmung dieser Abfälle : die Daten des technischen Vergrabungszentrums, der zugelassenen Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Entsorgung oder Aufwertung.

Art. 52 - Die Dokumente wie die Belege für die Schüttung in einem technischen Vergrabungszentrum oder die Entsorgungsbescheinigungen werden diesem Register beigelegt oder im Verwaltungssitz aufbewahrt. Sie ermöglichen sicherzustellen, dass die anwendbaren Bestimmungen strikt beachtet wurden.

Art. 53 - Der Betreiber hält sein Register, die genannten Anlagen sowie die in Artikel 48 angeführten Verträge während fünf Jahren zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten, der diese auf seinen einfachen Antrag hin einsehen kann.

Art. 54 - Der Betreiber ist verpflichtet, dem Amt einen Quartalbericht zu übermitteln, in dem die Gesamtmengen der abtransportierten Abfälle, in Gewicht ausgedrückt, für jede Abfallsorte angegeben werden, einschließlich für die Abfälle, die zur Aufwertung bestimmt sind. In diesem Bericht wird insbesondere das Datum vermerkt, an dem die Quartalbilanz dieser Abtransporte abgeschlossen worden ist.

KAPITEL X. — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 55 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz ist der vorliegende Erlass ab dem 1. Januar 2004 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 56 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. August 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3920

[2003/201261]

26 AUGUSTUS 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7, en 8;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 6 november 2002;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 34.649/4 gegeven op 8 april 2003 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de containerparken bedoeld in rubriek 37.20.05.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu-effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

— Dienst : de leidend ambtenaar van de « Office wallon des déchets » (Waalse Afvalstoffendienst) of zijn afgevaardigde;

— speciale huishoudelijke afvalstoffen :

a) de stoffen, producten of preparaten die niet meer gebruikt worden en die onder de gevaarlijke afvalstoffen worden gerangschikt overeenkomstig de begripsomschrijvingen bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002;

b) de willekeurige pesticiden en fytofarmaceutische producten;

c) de verpakkingen die de bovenvermelde stoffen, producten of preparaten die niet meer worden gebruikt, bevatten of hebben bevat;

d) de afvalstoffen waarvan het storten of de verwijdering in de centra voor technische ingraving risico's inhoudt voor de menselijke gezondheid en voor het leefmilieu;

e) de huishoudelijke afvalstoffen waarvoor bijzondere beheersmethoden bepaald worden door de Waalse Regering in samenspraak met de intercommunales belast met het afvalbeheer;

— bestaande inrichtingen : de inrichtingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund zijn of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. Het containerpark wordt over zijn gehele omtrek beschermd door een afgerasterde omheining die minstens twee meter hoog is, om op doeltreffende wijze te verhinderen dat personen noch voertuigen er zich buiten de openingsuren toegang toe kunnen verschaffen.

Andere materiële middelen, die vast van aard en blijvend geplaatst zijn, kunnen enkel worden gebruikt voorzover de beschermingsgraad die zij waarborgen minstens even groot is.

Art. 4. Beschikkingen om de visuele hinder te beperken worden in de bijzondere voorwaarden voorgeschreven.

Art. 5. Toe- en uitgang van de inrichting worden zodanig ontworpen dat de aanvoeren en stortingen doeltreffend worden gecontroleerd en dat de verkeersopstoppingen worden voorkomen.

De toegangen zijn ieder voorzien van een stevige poort of hek. Buiten de openingsuren of in afwezigheid van de toezichtaangestelde worden deze poorten of hekken met een hangslot stevig afgesloten.

Art. 6. Alle containers en ontvangers alsmede de opslagen van afvalstoffen gebonden aan de activiteit van het containerpark worden verplicht binnen het park neergezet.

Art. 7. De containers liggen op een gebetonneerde en geasfalteerde oppervlakte. Hun stabiliteit wordt in alle omstandigheden gewaarborgd.

Art. 8. De containers waarvoor gewone ladders worden gebruikt, zijn verboden. Het gebruik van loopbruggen of mobiele trappen voorzien van leuningen is toegelaten.

Art. 9. De materiële beschermingsmiddelen worden voortdurend in goede staat gehouden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 10. § 1. De bijzondere voorwaarden bepalen de volledige lijst van de in het containerpark toegelaten afvalstoffen.

§ 2. De landbouwbroeikassen zijn binnen het containerpark toegelaten volgens de modaliteiten die door de exploitant bepaald worden overeenkomstig de bestaande wetgeving.

§ 3. De afvalstoffen van elektrische of elektronische apparatuur afkomstig van de gezinnen en van de kleinhandelaars die onderworpen zijn aan de terugnameplicht krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zijn binnen het containerpark toegelaten overeenkomstig de modaliteiten bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan en de milieu-overeenkomst betreffende het beheer van deze afvalstoffen.

§ 4. Afvalstoffen in asbestcement mogen toegelaten worden als het containerpark van de in artikel 39 bedoelde installaties voorzien is.

§ 5. Versleten banden zijn binnen het containerpark toegelaten overeenkomstig de modaliteiten bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan.

Art. 11. In de inrichting zijn verboden, de aanvoeren en de opslag van met name :

— gevaarlijke afvalstoffen in de zin van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus voortvloeiend uit willekeurige beroepsactiviteiten met uitzondering van afvalstoffen van elektrische of elektronische apparatuur;

— krennen;

— ruw huisvuil;

— slib, slijk en afvalstoffen afkomstig van het onderhoud van de rioleringsnetten en van de straatkolken;

— verouderde of gedeclasseerde geneesmiddelen.

Art. 12. De exploitant treft alle nodige maatregelen om de proliferatie van dieren te voorkomen zoals, knaagdieren, insecten, vogels. De verdelging van deze dieren kan in de bijzondere voorwaarden worden opgelegd.

Art. 13. De verwijdering van afvalstoffen door verbranding is verboden.

Art. 14. Alle afvalstoffen die binnen het containerpark toelaatbaar zijn overeenkomstig de in de bijzondere voorwaarden bedoelde lijst, worden door de exploitant aanvaard.

Art. 15. Alle nodige maatregelen worden genomen om zich te vergewissen dat de binnen het containerpark gestorte en opgeslagen afvalstoffen van nature en oorsprong de bovenbedoelde voorschriften conform zijn. De verrichtingen inzake de aanvaarding van afvalstoffen zijn toegelaten onder het toezicht van een aangestelde.

Art. 16. Bij de ingang van de inrichting wordt een paneel op leesbare wijze aangebracht met vermelding van de volgende gegevens die de gegevens bepaald in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning aanvullen :

— de dagen en periodes waarin het containerpark toegankelijk is voor het publiek;

— in voorkomend geval, de lijst van de aanvaarde afvalstoffen.

Indien het containerpark uitgerust is met een container bestemd voor de afvalstoffen in asbestcement, wordt een paneel voor deze laatste aangebracht. Dit paneel bepaalt de procedure en de conditionering voor de opslag van asbestcement.

Afdeling 2. — Ongevaarlijke of inerte afvalstoffen

Art. 17. De uit de inrichting afgevoerde afvalstoffen worden verplicht geïdentificeerd door de bewoordingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

Art. 18. De afvalstoffen worden rechtstreeks gestort of opgeslagen in de afzonderlijke ontvangers, voorzieningen of containers die aan hun aard aangepast zijn en in goede staat zijn gehouden.

In afwijking van het vorige lid mogen de banden ordelijk op de grond geplaatst worden.

Art. 19. De exploitant installeert een seinsysteem dat aan de omstandigheden aangepast is en dat op duidelijke, leesbare en precieze wijze de aard van de in elke container, voorziening en andere ontvanger toegelaten afvalstof vermeldt.

Art. 20. De voor plantaardige afgewerkte oliën bestemde containers worden geografisch gescheiden van de voor minerale afgewerkte oliën bestemde containers. De opvulling van deze beide typen containers wordt uitsluitend uitgevoerd door de toezichtaangestelde.

Art. 21. Onverminderd artikel 40, worden de opgevolde containers en ontvangers zo spoedig mogelijk afgevoerd.

Art. 22. Het aantal versleten banden dat door een particulier in een containerpark kan worden opgeslagen, wordt bepaald door de exploitant overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan.

Afdeling 3. — Speciale huishoudelijke afvalstoffen

Art. 23. De speciale huishoudelijke afvalstoffen worden opgeslagen in een daartoe uitsluitend bestemd speciaal lokaal dat volledig met onbrandbare materialen opgericht is en gescheiden van de aangrenzende lokalen door volle muren of wanden die geen opening vertonen, of door brandwerende deuren. Dit lokaal is voorzien van een stevige en onbrandbare poort die buiten de dagen en uren waarin het containerpark voor het publiek toegankelijk is, gesloten blijft. De opslag van de lege verpakkingen in gesloten zak is buiten het lokaal toegelaten.

Art. 24. Een voorraad van absorbeerproducten is altijd beschikbaar in dit lokaal om aan elke toevallige storting van vloeibare afvalstoffen onmiddellijk te kunnen verhelpen.

Art. 25. Een in dit lokaal aangeplakte affiche en een register van de technische fiches met vermelding van de inzake veiligheid te volgen instructies liggen voortdurend ter inzage van het toezichthoudende personeel zoals alle schriftelijke instructies die nodig zijn om in alle omstandigheden te zorgen voor de netheid van het lokaal en voor de bescherming van de mens en het milieu.

Art. 26. De opslagen van afvalstoffen die met onbrandbare stoffen of preparaten gelijkgesteld worden of die dergelijke stoffen bevatten, zijn beperkt tot :

- 50 liter wanneer hun vlampunt lager is dan 21 °C;
- 500 liter wanneer hun vlampunt inbegrepen is tussen 21 °C en 50 °C.

Art. 27. De afvalstoffen worden opgeslagen in stevige ontvangers opgericht met materialen met een voldoende chemische weerstand die aan hun eventuele agressiviteit aangepast is.

Deze ontvangers worden voortdurend in goede staat gehouden.

Art. 28. Het is verboden de volgende afvalstoffen in eenzelfde ontvanger op te slaan : afvalstoffen met fysisch-chemische eigenschappen die zo onverenigbaar zijn dat hun aanraking, bij voorbeeld in geval van toevallige storting, van dien aard is dat ze emanaties veroorzaken.

Deze emanaties kunnen :

- de brand- of ontploffingsgevaaren vermeerderen;
- schadelijk zijn voor het milieu of voor de menselijke gezondheid en veiligheid.

Art. 29. De afvalstoffen worden per categorie opgeslagen overeenkomstig de instructies van de personen die ze ophalen of verwijderen, en die de exploitant van tevoren moet raadplegen.

Art. 30. De afvalstoffen worden vóór de ingang van het lokaal door de gebruikers van het containerpark gestort. De toegang tot dit lokaal is hun verboden.

De toezichtaangestelde houdt zich strikt aan de volgende instructies :

- de conditionering van gevaarlijke afvalstoffen door overheveling is verboden;
- als de aard en/of de chemische verbinding van een afvalstof onbekend is, moet hij zich bij de gebruiker op de hoogte stellen om alle inlichtingen over de identificatie van deze afvalstof te krijgen.

De aangestelde doet alle ingewonnen inlichtingen alsmede de gepaste veiligheidspictogrammen voorkomen op de ontvanger waarin de bedoelde afvalstof is gestort. De verduistering van willekeurige gevaarlijke huishoudelijke afvalstoffen voor persoonlijke doeleinden is verboden.

Art. 31. In het voor de speciale huishoudelijke afvalstoffen bestemde lokaal is een container uitsluitend voorbehouden voor de afvalstoffen waarvan de aard/en of de chemische verbinding onbekend is. De plantaardige of minerale oliën of vetten waarvan de oorsprong onbekend is, of niet door de particulier die ze in het containerpark stort, kan worden gewaarborgd, worden ook in het bovenvermelde containerpark gestort.

Art. 32. De speciale huishoudelijke afvalstoffen worden toevertrouwd :

- hetzij aan een erkende ophaler overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- hetzij aan een behoorlijk toegelaten installatie voor de verzameling, de voorbehandeling, de verwijdering of de nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen.

Het vervoer van gevaarlijke afvalstoffen wordt toevertrouwd aan een erkende vervoerder overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 33. Het gehele bevattingvermogen van de stevige of mobiele ontvangers bestemd voor de afgewerkte motoroliën wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald. Het totaalvolume van de containers en andere ontvangers mag in geen geval de in de bijzondere voorwaarden bepaalde waarden overschrijden.

HOOFDSTUK V. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 34. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of van de exploitatievoorwaarden die de brandgevaaren of de uitbreiding van de brand kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de maatregelen die getroffen moeten worden en de uitrustingen waarin voorzien dient te worden inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding, met inachtneming van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 35. Het brandbestrijdingsmaterieel is in een goede staat van werking, is beschermd tegen vrieskou, zichtbaar en toegankelijk gemaakt en over de vestiging verspreid geplaatst. Dat materieel wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant waakt over de kwaliteit van de brandblusproducten.

Art. 36. De afvalstoffen worden opgeslagen in het in artikel 23 bedoelde speciale lokaal om elk brand- en/of ontploffingsgevaar te voorkomen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 37. De voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in het oppervlaktewater worden bepaald in de bijzondere voorwaarden. Het lozen van industrieel afvalwater in het oppervlaktewater is verboden.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 38. Containers van inerte afvalstoffen worden tegen wind beschermd via de plaatsing van windscherm of via stabilisering om het vrijkomen en opvliegen van stof te voorkomen.

De exploitant installeert het materiaal dat noodzakelijk is om in de bevochtiging van de opslag of in de verstuiwing van additieven te voorzien om opvliegend stof bij droog weer te beperken.

Art. 39. Als het containerpark de afvalstoffen in asbestcement aanvaardt, wordt een container uitsluitend voor deze laatste voorbehouden. Het wordt ver van de andere containers gehouden of wordt geïsoleerd. De exploitant installeert het materieel dat noodzakelijk is om in de bevochtiging van de opslag of in de verstuiwing van additieven te voorzien om opvliegend stof bij droog weer te beperken. De container van asbestcement wordt binnen 48 uur na de opvulling ervan weggeruimd.

Afdeling 2. — Geurbestrijding

Art. 40. Van mei tot september worden de containers van groene afvalstoffen vóór de wekelijkse sluiting van het park weggeruimd, als woningen zich op minder dan 50 meter van de exploitatie bevinden. De bevoegde overheid kan de wegruiming van de afvalstoffencontainers opleggen.

Art. 41. Indien nodig wordt voorzien in verstuiwingen met maskerende en/of ontgeurende methodes om tegen de geuren voortvloeiend uit de gisting van de groene afvalstoffen doeltreffend te bestrijden.

HOOFDSTUK VII. — *Geluid*

Art. 42. Er worden maatregelen genomen om te voorkomen dat de trillingen die te wijten zijn aan de activiteiten van de inrichting de stabiliteit van de bouwwerken in het gedrang brengen.

HOOFDSTUK VIII. — *Herstel in de oorspronkelijke staat na exploitatie*

Art. 43. Aan het einde van de exploitatie worden de afvalstoffen afgevoerd naar behoorlijk toegelaten installaties.

Art. 44. De tanks waarin producten werden opgeslagen die het water zouden kunnen verontreinigen, worden geleegd, gereinigd, ontgast en desnoods ontsmet en verwijderd.

HOOFDSTUK IX. — *Controle, autocontrole en toezicht**Afdeling 1. — Exploitatie*

Art. 45. De gebruikers hebben slechts toegang tot de inrichting onder het toezicht van een aangestelde die uitdrukkelijk wordt gemachtigd door de exploitant en die onder zijn exclusieve verantwoordelijkheid staat. De exploitant moet ervoor zorgen dat het reglement dat hij aan derden oplegt, wordt nageleefd, voorzover dit reglement niet strijdig is met de exploitatievoorwaarden.

Art. 46. De inrichting beschikt in alle omstandigheden over minstens een personeelslid belast met het toezicht op de aanvoeren en stortingen, overeenkomstig deze voorwaarden. Een exemplaar van deze voorwaarden ligt voortdurend ter inzage van het personeel zoals alle schriftelijke instructies die nodig zijn om voortdurend te zorgen voor de goede werking en voor de netheid van het lokaal.

Art. 47. De exploitant geeft een vorming aan het hele personeel van het containerpark. Deze vorming heeft met name betrekking op :

- bepalingen die van toepassing zijn inzake milieuvergunning en afvalstoffenbeheer;
- technieken m.b.t. de erkenning en het beheer van de afvalstoffen;
- bepalingen betreffende de interne en externe veiligheid;
- milieuproblemen gebonden aan de exploitatie van een containerpark.

De personeelsleden met een contract van onbepaalde duur moeten binnen een termijn van maximum een jaar na hun aanwerving een vorming genieten. De exploitant houdt het gedetailleerde programma van de vorming alsmede de lijst van de leraars en van het personeel dat ze volgt, ter beschikking van de Dienst. Dit register wordt bij de bedrijfszettel gehouden.

Art. 48. Alle contracten of overeenkomsten gesloten tussen de exploitant en de firma's of instellingen belast met de afvoering en/of het beheer van afvalstoffen vermelden uitdrukkelijk de installaties waarin ze zullen worden voorbehandeld, gevaloriseerd of verwijderd.

Art. 49. Deze vermeldingen bevatten verplicht :

- de personalia van deze installaties;
- elke nuttige informatie waaruit blijkt dat hun exploitatie gedekt is door de vereiste vergunningen en dat ze regelmatig toegelaten wordt om de bedoelde afvalstoffen te behandelen.

Afdeling 2. — Register

Art. 50. Onverminderd de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van zijn uitvoeringsbesluiten, die van toepassing zijn op bepaalde categorieën afvalstoffen, houdt de exploitant verplicht een register van de verwijderingen in de vorm van een boek met genummerde bladzijden of elke andere methode die door de Dienst goedgekeurd wordt.

Art. 51. In dit register moet de exploitant de volgende gegevens vermelden :

- de datum waarop elke verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van de valoriseerbare afvalstoffen, wordt uitgevoerd;
- de naam van de afval bedoeld in de bijzondere voorwaarden;
- de personalia van de vervoerfirma of van de ophaler die de verwijdering heeft verricht;
- de in gewicht of volume uitgedrukte hoeveelheid afvalstoffen die overeenstemt met dezelfde handeling;
- de bestemming van deze afvalstoffen : personalia van het centrum voor technische ingraving, van de installatie voor de verzameling, de installatie voor de nuttige toepassing of voor de verwijdering.

Art. 52. De documenten zoals de lijsten m.b.t. de storting in een centrum voor technische ingraving en de verwijderingscertificaten worden bij dit register gevoegd of in de administratieve zetel gehouden. Met deze documenten kan worden gecontroleerd of de beschikkingen terzake strikt nageleefd worden.

Art. 53. De exploitant stelt zijn register, de bovenbedoelde bijlagen alsmede de in artikel 48 bedoelde contracten gedurende vijf jaar op gewoon verzoek ter beschikking van de toezichhoudende ambtenaar.

Art. 54. De exploitant moet de Dienst een driemaandijks verslag overmaken, waarin de in gewicht uitgedrukte totale verwijderde hoeveelheden betreffende elke bewoording, met inbegrip van de afvalstoffen bestemd voor de nuttige toepassing, worden vermeld. Dit verslag vermeldt in het bijzonder de datum waarop de driemaandijkse balans van de verwijderingen bepaald is.

HOOFDSTUK X. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 55. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. In afwijking van het vorige lid is dit besluit uiterlijk 1 januari 2004 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 56. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 augustus 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 3921

[2003/201262]

26 AOÛT 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, des Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 6 novembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.649/4 donné le 8 avril 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux parcs à conteneurs visés par la rubrique 37.20.05.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.